



ANDRÉ-JEAN GUÉRIN

Un avenir décarboné

Revenons en 2017 avec André-Jean Guérin, administrateur du think tank The Shift Project, qui a voyagé avec nous dans le futur, et nous explique à présent comment il voit un avenir décarboné. Propos recueillis par **Sébastien Claeys** et **Florent Trocquet-Lopez**
Photos : **Erwan Floc'h**.

L'avenir dessiné par la fiction (*lire p. 34*) vous semble-t-il envisageable ? The Shift Project n'a pas souhaité construire des scénarios et des modèles complexes. Nous n'avons aucune prétention à ce que nos propositions, qui se déclinent dans différents secteurs d'activité (la production énergétique, les transports, l'habitat, l'agriculture...), entrent dans un schéma qui ait une cohérence d'ensemble. Même si, par exemple, nos propositions pour passer à l'agriculture durable et encourager la construction biosourcée peuvent aller dans le même sens : si l'on consacre moins de surfaces pour l'élevage en Europe, cela libérera davantage de surfaces forestières... Notre message est simple : chacun choisit sa voie pour réduire ses émissions carbone. Le seul critère valable est d'atteindre les objectifs. Il ne suffit pas de se poser en modèle de la transition énergétique, d'y consacrer des sommes considérables et, en fin de compte, d'émettre toujours plus de gaz à effet de serre...

Sur les quinze dernières années, vous dites que l'énergie qui a le plus augmenté dans le monde, c'est le charbon. Or, il faudrait diviser les émissions de gaz à effet de serre par quatre en trente-cinq ans. La tâche semble titanesque. Par quoi commencer ?

Avec l'accord de Paris, on connaît mieux les objectifs d'ensemble à atteindre. Nous avons déjà, en France et en Europe, un objectif de division des émissions de gaz à effet de serre par quatre par rapport aux émissions de 1990. Nous devrions maintenant atteindre une émission nette de gaz à effet de serre équivalente à zéro au cours

de la deuxième moitié du *xxi*^e siècle. En partant de ce constat, nous avons regardé quels étaient les secteurs les plus émetteurs et nous avons cherché à faire des propositions pour arriver à ces objectifs. On n'arrivera même pas à la division par quatre si on ne réalise pas des efforts considérables sur ces grandes sources d'émissions : électricité, transports, etc. La bonne nouvelle, c'est que nous savons le faire. Ce n'est qu'une

aujourd'hui les répercussions de la fermeture des mines dans le Nord de la France. Concernant la Pologne, qui est moins riche que l'Allemagne ou la France, il serait justifié qu'il y ait une aide structurelle de l'Union européenne pour assurer la transition. Le bâtiment est aussi un domaine où les investissements seront très élevés. Notre conviction, c'est qu'il faudrait renforcer les dispositions réglementaires en

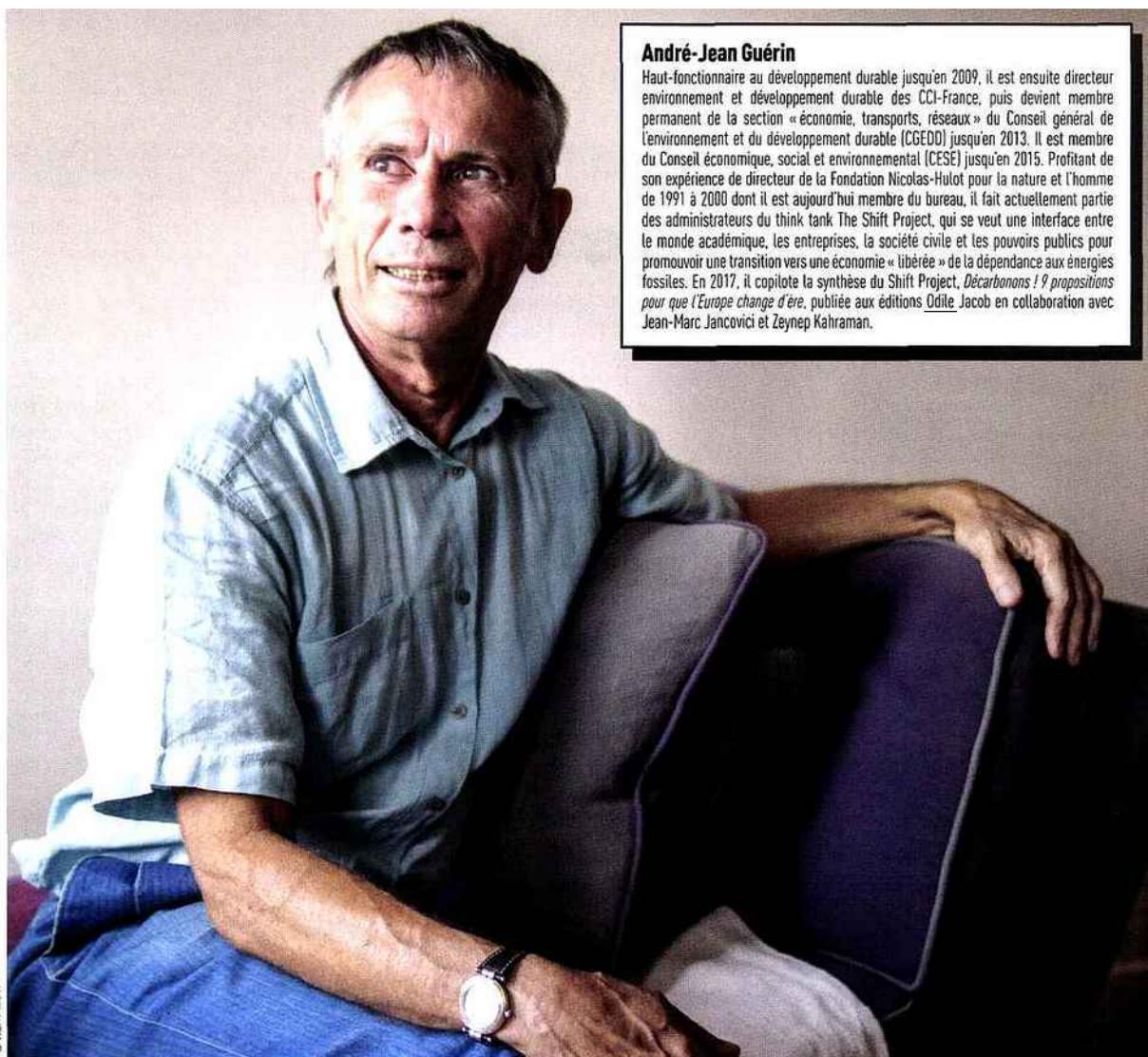
“Il faudrait renforcer les dispositions réglementaires en contraignant davantage les rénovations lourdes, tout en les accompagnant avec des systèmes de financement à taux très bas.”

question de volonté. Il n'y a déjà plus d'électricité produite à partir du charbon en Suisse et presque plus en Suède. Mais il existe des pays pour lesquels c'est plus compliqué, comme la Pologne par exemple : aujourd'hui, la majeure partie de son électricité provient du charbon. L'alternative serait de la produire à partir du gaz, mais les Polonais ne veulent pas se rendre dépendants du gaz russe pour des raisons géostratégiques.

Dans vos calculs, est-ce que vous prenez en compte ces différences de développement économique entre les pays ?

S'il faut fermer les mines de lignite en Allemagne et de charbon en Pologne, cela demande de vrais plans sociaux et nécessite beaucoup d'argent et d'accompagnement, donc des efforts considérables. On voit encore au-

contraignant davantage les rénovations lourdes, tout en les accompagnant avec des systèmes de financement à taux très bas. Des emprunts collectifs dans l'UE pourraient notamment permettre de financer les rénovations de bâtiments publics. En revanche, dans le domaine des transports, c'est assez différent. Les investissements en recherche et développement (R&D) des constructeurs automobiles risquent d'augmenter le prix des véhicules pour les consommateurs. Même si nous ne sommes pas sûrs que des voitures moins émettrices seront en définitive plus chères, il faut compter sur le fait que les frais d'utilisation du véhicule seront probablement moindres – en passant de 6 à 2 litres aux 100 kilomètres, la consommation de carburant sera réduite ! Dans le do-

**André-Jean Guérin**

Haut-fonctionnaire au développement durable jusqu'en 2009, il est ensuite directeur environnement et développement durable des CCI-France, puis devient membre permanent de la section « économie, transports, réseaux » du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEOD) jusqu'en 2013. Il est membre du Conseil économique, social et environnemental (CESE) jusqu'en 2015. Profitant de son expérience de directeur de la Fondation Nicolas-Hulot pour la nature et l'homme de 1991 à 2000 dont il est aujourd'hui membre du bureau, il fait actuellement partie des administrateurs du think tank The Shift Project, qui se veut une interface entre le monde académique, les entreprises, la société civile et les pouvoirs publics pour promouvoir une transition vers une économie « libérée » de la dépendance aux énergies fossiles. En 2017, il copilote la synthèse du Shift Project, *Décarbonons ! 9 propositions pour que l'Europe change d'ère*, publiée aux éditions Odite Jacob en collaboration avec Jean-Marc Jancovici et Zeynep Kahraman.

maine agricole, cela devrait devenir une priorité de la PAC (1).

Pour prévoir une telle transition, ne faut-il pas finalement en revenir à une logique de planification ?

The Shift Project se bat pour des mesures transversales, comme le prix plancher du CO₂, la réforme du système des quotas d'émission européens avec échange sur un marché de quotas, et un système de création de financements à bas coût et à long terme pour des opérations visant la transition énergétique. Elles sont indispensables comme incitations aux propositions sectorielles que nous formulons. Mais il faut aussi des grands plans sociaux de fermeture des centrales à charbon et des mines de lignite ; les professionnels de ces secteurs

(1) Politique agricole commune.

doivent se préparer à exercer d'autres activités. Si nous voulons lutter contre le réchauffement climatique, il faut s'attendre à des conséquences. Nous devons aider ceux qui risquent d'être les perdants de ces évolutions à s'adapter. Et si les mesures économiques ne suffisent pas pour fermer les centrales à charbon, il faudra une réglementation européenne pour les éliminer. De même, sur les voitures particulières, l'Union européenne doit réglementer et contraindre. Il ne faut pas hésiter à utiliser toute la palette des instruments, depuis les incitations économiques jusqu'à l'encadrement législatif.

L'Europe peut-elle entreprendre ces réformes si les États-Unis, par exemple, ne changent rien à leurs modes de production ?

Au sein même de l'UE, il existe de

grandes différences entre les pays. La Suède a instauré un prix minimum pour le carbone à 100 euros la tonne de CO₂, alors que d'autres États comme la France sont à 17 euros la tonne. Pourtant, la Suède réussit à être compétitive. En revanche, si l'UE devait se retrouver seule à faire des efforts, nous pourrions mettre une taxe carbone aux frontières en évaluant le budget carbone dans les produits importés. Les importateurs devraient alors acheter des quotas carbone correspondants. En dehors même du climat, l'Europe a d'autres intérêts en jeu. Elle est aujourd'hui la région du monde qui est de très loin la plus dépendante des importations d'énergies fossiles. Cette dépendance va s'accroître, car ses ressources propres de charbon, pétrole et gaz sont en décline. C'est donc aussi une question d'indé-



pendance énergétique et d'équilibre stratégique pour l'Europe ! On pourrait donc imaginer de décarboner l'Europe, même si le reste du monde ne respectait pas l'accord de Paris.

Jusqu'à quel point cette décarbonisation peut-elle être compatible avec le fonctionnement actuel du capitalisme et son impératif de consommation ? Une transformation profonde des sociétés est-elle à envisager ?

Je ne sais pas si le capitalisme engendre nécessairement une consommation croissante. En revanche, je suis convaincu, comme cela est présenté dans le « scénario négaWatt » (2), que l'efficacité énergétique doit aller de pair avec une forme de sobriété. Plus largement, une sobriété dans la consommation des ressources naturelles est indispensable. Si l'on ne réduit pas les consommations de phosphates, nous allons épuiser les ressources disponibles. Or, il n'existe pas de remplaçant des phosphates pour les engrais ! De même pour le lithium et les terres rares. Tout cela incite à limiter l'utilisation des ressources naturelles. La sobriété, cela ne veut pas dire la décroissance économique. Nous sommes convaincus qu'il faut aller vers davantage d'efficacité dans l'utilisation des ressources et se restreindre un peu plus. L'augmentation des prix peut être incitative. Mais l'adhésion du grand public est indispensable et les explications nécessaires. Si nous ne le faisons pas en essayant d'y trouver notre avantage, nous le ferons contraints et forcés.

On parle beaucoup d'économies d'énergie. Mais qu'en est-il du dévelop-

pement des énergies vertes ? Est-ce une solution, comme l'envisageait Richard Billig dans la fiction (lire p. 34) ?

Les énergies renouvelables, ce n'est pas « rien » ! Elles sont dispersées, et il faut beaucoup de matériel pour les collecter : c'est du temps de travail, des énergies, des matériaux... Ce sont des éoliennes qui nécessitent des terres rares, beaucoup d'acier, des blocs de béton, etc. Il faut garder en tête que, malheureusement, le meilleur retour sur investissement qu'on puisse avoir en matière d'énergie, c'est la production de pétrole en Arabie saoudite ! On consacre 1 joule (3) pour faire un trou et on en retire 100 : nous avons une production cent fois supérieure à l'énergie investie. Dans les énergies renouvelables, nous n'avons jamais un retour sur investissement aussi important...

Notre voyage en 2067 a imaginé les limites du nucléaire. Contrairement au « scénario négaWatt », vous intégrez la filière nucléaire à vos propositions. N'est-ce pas contradictoire pour développer une économie durable ?

Au plan mondial, l'Agence internationale de l'énergie considère que le nucléaire ne peut pas être la solution pour satisfaire les besoins énergétiques à l'horizon 2050. En revanche, elle affirme qu'il serait difficile de remplir nos objectifs climatiques et de répondre aux besoins en électricité sans le nucléaire ! En dehors de l'Europe et des États-Unis, il y a de nombreux projets nucléaires qui se développent – en Chine, en Inde, en Russie, en Afrique du Sud... Je considère personnellement que ce serait une lourde erreur de se

passer de ce savoir-faire que nous maîtrisons, notamment en France, qui permet de produire de l'électricité sans émissions de CO₂. En France, c'est aussi une question d'autonomie énergétique. Le « scénario négaWatt 2017-2050 » prévoit une grande quantité de biomasse comme source d'énergie. Nous préférons conserver une production électrique nucléaire et réserver la biomasse pour une bioéconomie de molécules et de matériaux biosourcés en substitution d'autres générant beaucoup d'émissions de gaz à effet de serre.

Comment The Shift Project compte-t-il peser dans les décisions politiques ?

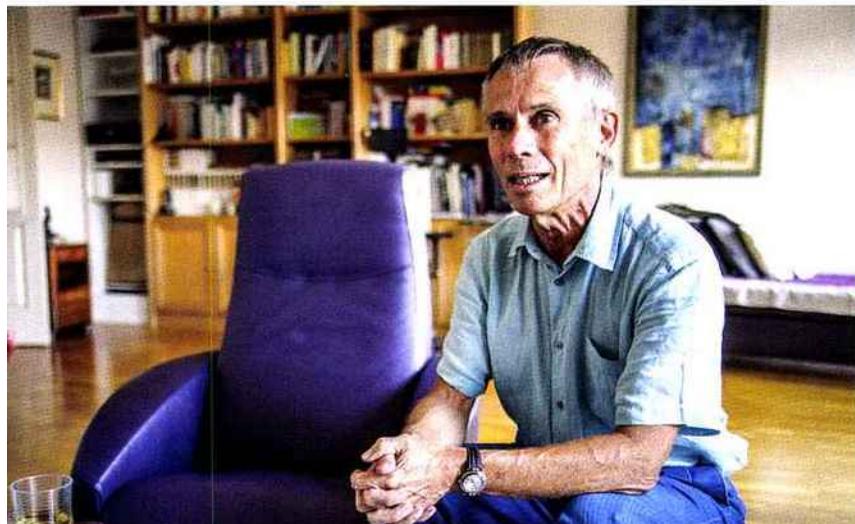
The Shift Project a été lancé par Jean-Marc Jancovici. Après le Pacte écologique auquel il avait participé au sein de la Fondation Nicolas-Hulot, il a souhaité avoir un contact plus étroit avec les décideurs économiques, les responsables politiques et les médias. Il a donc décidé de créer The Shift Project pour parler à ceux qui ont un pouvoir d'influence. En signant notre « Manifeste pour décarboner l'Europe », de nombreux responsables d'entreprise ont choisi de nous soutenir, même s'ils ne se sont pas engagés sur chacune des propositions. Nous avons fait de même pour les candidats à l'élection présidentielle, aux législatives et maintenant aux sénatoriales. Cela permet de créer des groupes de travail et de rappeler aux uns et aux autres leurs engagements. Nous sommes optimistes et nous interprétons positivement le fait que le président de la République mette le respect de l'accord de Paris dans ses priorités.

Sur vos 9 propositions, lesquelles pourraient être mises en œuvre dès aujourd'hui ?

La production d'électricité décarbonée, la généralisation des véhicules économes et la rénovation lourde des bâtiments nous paraissent à la fois très prometteuses pour remplir nos objectifs, mais aussi réalistes et accessibles en termes d'investissements. La politique de rénovation des bâtiments est un coup d'accélérateur par rapport à ce qui existe déjà au niveau européen. Ce qu'il faut maintenant, c'est aller plus vite et plus fort. ☺

(2) L'association négaWatt élabore des scénarios de transition énergétique, année par année jusqu'en 2050.

(3) Unité de travail ou d'énergie.



Étienne Fricq